

Le théâtre contre la culture

Olivier Kemeid

Numéro 126 (1), 2008

Les Seconds États généraux du théâtre

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/23927ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kemeid, O. (2008). Le théâtre contre la culture. *Jeu*, (126), 83–85.

TNM, DynamO, l'Arrière-Scène, la Rubrique ou la Manufacture, pour ne nommer que ceux-là, ils sont bien en vie. Et ils rugissent.

Il y a vingt-six ans, c'étaient les premiers États généraux. Le CQT est né. Nous faisons tout avec rien. Maintenant, nous faisons beaucoup avec peu... j

Jasmine Dubé est comédienne, auteure, cofondatrice et directrice artistique du Théâtre Bouches Décousues.

DOSSIER

L'Énéide, d'après Virgile,
spectacle écrit et mis
en scène par Olivier Kemeid,
et présenté à l'Espace Libre
(Trois Tristes Tigres, 2007).
Sur la photo : Eugénie Gaillard
et Emmanuel Schwartz.
Photo : Francis Delfour.

OLIVIER KEMEID

Le théâtre contre la culture

À la question « Le théâtre québécois est-il une force vive au sein de sa société ? », je réponds par : « Oui, inévitablement ». Tout théâtre, aussi fragile soit-il, aussi peu reconnu nous semble-t-il, reste une matrice fondamentale pour sa société, sans doute le lieu par excellence d'une confrontation essentielle entre la pensée et les pulsions qui nous animent. Parce qu'il met en scène les contradictions fondamentales de l'être humain, parce qu'il nous montre les hommes non pas comme ils devraient être, mais comme ils sont, parce qu'il nous présente des conflits sans qu'il y ait effusion de sang dans la salle, le théâtre est l'une des conditions essentielles au fonctionnement d'une société. Il ne changera pas directement cette société, car sa tâche précède le changement : le théâtre interprète le monde. Est-ce une vaine tâche ? Certes non, et je crois comme Tchekhov que « [l]'homme deviendra meilleur quand vous lui montrerez comment il est ».

Je prends le temps de préciser ces points, car mon but est ici de renverser une conception profondément ancrée chez nous au Québec : l'idée

que la politique est une condition de l'art. Que sans politique, il n'y aurait pas de théâtre. Que nous devons notre vie et notre survie à des ministères. Or il est temps que nous ayons le courage de défendre le contraire : je dis, moi, que sans art, il n'y aurait pas de politique. Que ce n'est pas M^{me} Christine St-Pierre et tous les autres ministres qui me font vivre, mais bien moi qui leur permet d'exister. Et que, pour cette raison, et uniquement pour cette raison, l'État se doit de soutenir à la hauteur de nos attentes le théâtre québécois.

L'idéologie que j'attaque, c'est celle qui nous force à nous plier au bon vouloir des politiques. C'est celle qui est si présente en nous qu'il nous apparaît normal de modifier nos comportements afin de satisfaire les buts des politiques en place. Lesquelles ne sont pas toutes au service de la démente, je suis bien prêt à le croire, mais restent constitutives d'une idéologie globale – l'historien Gérard Bouchard emploie plutôt le terme d'archémythe –, celle du « rattrapage ». Qu'est-ce que cette idéologie du rattrapage ? Il s'agit d'une période de l'histoire québécoise dans laquelle notre culture a connu sa dernière grande crise. Il s'agissait de rattraper le retard de la société québécoise d'alors par rapport aux autres sociétés industrialisées. Entamé dès les années 30, ce rattrapage a provoqué chez nous le développement du secteur tertiaire, la laïcisation, l'alphabétisation, la naissance de Radio-Canada, l'inscription à la Bourse de Wall Street, les publications chez Gallimard Paris et une révolution dite tranquille.

Nous sommes tous ici présents issus de cette idéologie du rattrapage. Le théâtre québécois s'est ainsi constitué dans une perspective d'affirmation nationale : après le drapeau, il fallait au Québec un théâtre national, une dramaturgie nationale. On peut dire que c'est maintenant chose faite ; je ne dis pas que tous les combats ont été gagnés, mais disons que le Québec a réussi à se doter d'un théâtre bien à lui. Ironiquement, il a bâti un répertoire national avant de se doter d'un pays, mais ceci est une autre histoire. Nous pouvons toujours nous consoler à l'idée que nous avons une nation, ou plutôt non, que nous sommes une nation, ce qui n'est pas la même chose...

Je crois que depuis la fin de l'ère du rattrapage, une nouvelle idéologie se met en place. Nous sommes au début de cette nouvelle ère, sans doute encore trop tôt pour pouvoir la nommer. Je sais cependant une chose, c'est que l'art doit y prendre toute sa place, sa vraie place, afin de maintenir sa seule position tenable : celle d'être la condition du politique. Le théâtre québécois ne doit pas se confiner au seul rôle du porte-voix ou du porte-étendard de la culture québécoise, mais bien continuer à être son premier critique, son premier transgresseur. Le théâtre doit occuper une position avec laquelle il n'aura pas peur d'assumer son rôle de perturbateur.

Je ne sais pas si ce fut l'usage dans toutes les cours d'Europe, mais il y eut une époque où, en Nouvelle-France, le metteur en scène était désigné comme « le pourvoyeur des plaisirs du roi », titre on ne peut plus clair. L'assujettissement de l'art au pouvoir



Olivier Kemeid et
Françoise Guénette,
médiatrice du forum
« Le théâtre québécois :
une force vive au sein
de sa société ? », qui s'est
tenu à la Maison Théâtre
le jeudi 18 octobre 2007.
Photo : Mathieu Rivard.

dominant ne date pas d'hier, et si le pouvoir change, l'inféodation des valets demeure. Contre cet esprit de collaboration, qui nous menace plus que jamais, nous devons faire en sorte que le brasier ardent de la lutte reste allumé : car avant de faire du théâtre pour, nous faisons du théâtre contre¹. j

Olivier Kemeid est auteur de théâtre, metteur en scène et directeur artistique d'Espace Libre.

Les compagnies intermédiaires en quarantaine

J'aimerais qu'on parle un peu d'écologie. Je suis un cas d'espèce. Je suis José Babin, directrice du Théâtre Incliné, fondé il y a seize ans. Je reçois une subvention de fonctionnement de 26 000 \$ au CAC et suis encore « au projet » au CALQ. Seize ans ! J'arrive à survivre parce que je tourne à l'étranger.

Je fais partie des artistes en quarantaine qui ne sont pas morts de faim sur la voie de service. Comme Sarto Gendron du Théâtre Bluff, Sylvie Lachance de l'Art, Stacey Christodoulou de The Other Theatre. Évidemment qu'on devrait être sur l'autoroute, mais l'accès à la métropolitaine est fermé. Je fonctionne au projet comme la relève. Je remplis près de trente formulaires de demande de subvention par année. En

n'acceptant plus de compagnies au fonctionnement, le CALQ compromet à la fois l'avenir des compagnies intermédiaires et celui de la relève, qui entre inévitablement en compétition avec nous !

Nous, les compagnies intermédiaires, sommes la génération de l'entre-deux, celle qui devrait faire le pont entre la génération qui nous précède, celle du théâtre institutionnel, et celle de la relève. Il faut que la situation change, pour que nous puissions faire en sorte que le milieu théâtral reste aussi solidaire qu'il l'a été durant les États généraux de 2007. Rendons la dignité aux compagnies intermédiaires. Ayant acquis une excellente réputation à l'étranger, ces dernières représentent une force vive pour le théâtre d'ici.

Josée Babin

Extrait d'un exposé présenté au Forum le 18 octobre et propos recueillis par **Charles-Étienne Tremblay**



L'Histoire d'un cœur de Larry Tremblay, mise en scène par José Babin (Théâtre Incliné, 2006). Photo : Lifetime Photos.

1. Voir son article, « Pour le théâtre contre », dans *Jeu* 120, 2006.3, p. 105-110. NDLR.